

RAPPORT ANNUEL 2010



ASSURER LES INVESTISSEMENTS
CRÉER DES OPPORTUNITÉS



Synthèse des activités du Groupe de la Banque mondiale



LE GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE EST L'UNE
DES PRINCIPALES INSTITUTIONS DE DÉVELOPPEMENT
ET L'UN DES PLUS GROS BAILLEURS DE FONDS ET
PRESTATAIRES D'ASSISTANCE TECHNIQUE AUX PAYS EN
DÉVELOPPEMENT. LES INSTITUTIONS QUI LUI SONT
AFFILIÉES TRAVAILLENT EN COLLABORATION ET MÈNENT
DES ACTIVITÉS COMPLÉMENTAIRES POUR ATTEINDRE
LEURS OBJECTIFS COMMUNS, À SAVOIR RÉDUIRE LA
PAUVRETÉ ET AMÉLIORER LES CONDITIONS DE VIE DES
POPULATIONS.

Le Groupe de la Banque contribue au partage du savoir et finance des projets dans de nombreux domaines — commerce, finance, santé, lutte contre la pauvreté, éducation, infrastructure, gouvernance, changement climatique, etc. — qui profitent aux populations des pays en développement.

Au cours de l'exercice 10, le montant total des engagements du Groupe de la Banque mondiale s'est établi à 72,9 milliards de dollars.

La Banque mondiale, qui comprend l'IDA et la BIRD, a accordé 58,7 milliards de dollars de prêts et de dons à ses pays membres, dont 14,5 milliards de dollars d'engagements de l'IDA dans les pays les plus pauvres du monde.

L'IFC a engagé 12,7 milliards de dollars et mobilisé 5,4 milliards de dollars supplémentaires pour le développement du secteur privé dans les pays en développement, dont 4,9 milliards de dollars dans des pays admis à emprunter à l'IDA.

La MIGA a émis 1,5 milliard de dollars de garanties à l'appui d'investissements dans le monde en développement.

COLLABORATION AU SEIN DU GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

Les projets et programmes conjoints des institutions du Groupe de la Banque visent à promouvoir le développement durable via l'expansion des marchés financiers, l'émission de garanties pour les investisseurs et les organismes de crédit, et la fourniture de services-conseils pour créer des conditions plus favorables à l'investissement dans les pays en développement. Œuvrant de concert, la Banque mondiale, l'IFC et la MIGA encouragent les projets qui mettent des ressources à la disposition des clients tout en faisant une plus grande place à l'innovation et à la souplesse. Un certain nombre de ces projets sont décrits dans le présent rapport.



LE GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE COMPREND CINQ INSTITUTIONS ÉTROITEMENT ASSOCIÉES :

La Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), qui prête aux pays à revenu intermédiaire et aux pays pauvres solvables.

L'Association internationale de développement (IDA), qui accorde des prêts sans intérêt et des dons aux pays les plus pauvres de la planète.

La Société financière internationale (IFC), qui propose des prêts, des participations et des services d'assistance technique en vue de stimuler l'investissement privé dans les pays en développement.

L'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA), qui assure les investissements contre les risques politiques en offrant des garanties contre les pertes associées aux risques non commerciaux afin de promouvoir l'investissement étranger direct (IED) dans les pays en développement.

Le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI), qui offre des mécanismes internationaux de conciliation et d'arbitrage des différends liés aux investissements.

L'exercice 10 en chiffres

DURANT L'EXERCICE 10, LE VOLUME TOTAL DES GARANTIES ÉMISES POUR DES PROJETS DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT MEMBRES DE LA MIGA S'EST ÉLEVÉ À 1,5 MILLIARD DE DOLLARS, SOIT LÉGÈREMENT PLUS QUE POUR L'EXERCICE PRÉCÉDENT (1,4 MILLIARD DE DOLLARS). APRÈS AVOIR ESSENTIELLEMENT CENTRÉ SON ACTION SUR LE SECTEUR FINANCIER EN EUROPE ET EN ASIE CENTRALE DURANT L'EXERCICE 09 EN RAISON DE LA CRISE ÉCONOMIQUE MONDIALE, LA MIGA A MARQUÉ UN RETOUR À UN PORTEFEUILLE PLUS DIVERSIFIÉ DURANT L'EXERCICE 10. COMME POUR L'EXERCICE PRÉCÉDENT, LE NOMBRE D'ANNULATIONS DE CONTRAT A DIMINUÉ, CE QUI CONFIRME L'INTÉRÊT DES INVESTISSEURS POUR LES GARANTIES DE LA MIGA EN PÉRIODE DE DIFFICULTÉS. EN CONSÉQUENCE, LES ENGAGEMENTS BRUTS DE LA MIGA ONT SENSIBLEMENT AUGMENTÉ, ATTEIGNANT LE NIVEAU RECORD DE 7,7 MILLIARDS DE DOLLARS.

GARANTIES ÉMISES	2006	2007	2008	2009	2010	Ex 90-10
Nombre de garanties émises	66	45	38	30	28	980
Nombre de projets soutenus	41	29	24	26	19	616
Nouveaux projets ¹	34	26	23	20	16	-
Projets soutenus précédemment ²	7	3	1	6	3	-
Montant brut des nouvelles émissions (en milliards de dollars)	1,3	1,4	2,1	1,4	1,5	21,7
Montant total des nouvelles émissions (en milliards de dollars) ³	1,3	1,4	2,1	1,4	1,5	22,4
Engagements bruts (en milliards de dollars) ⁴	5,4	5,3	6,5	7,3	7,7	-
Engagements nets (en milliards de dollars) ⁴	3,3	3,2	3,6	4,0	4,3	-

¹ Projets bénéficiant de l'appui de la MIGA pour la première fois au cours de l'exercice 10 (y compris les expansions).

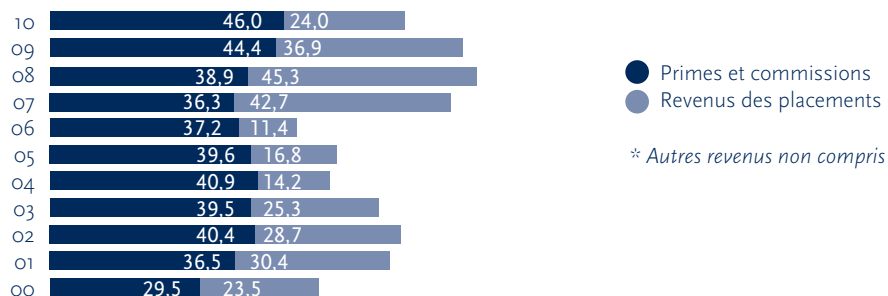
² Projets assurés par la MIGA au cours de l'exercice 10 et des exercices précédents.

³ Comprend les montants mobilisés par le biais du Programme coopératif de garanties.

⁴ Les engagements bruts correspondent aux plafonds d'engagement. Les engagements nets correspondent aux engagements bruts minorés des opérations de réassurance.

Le résultat d'exploitation de la MIGA s'est établi à 33,9 millions de dollars au cours de l'exercice, contre 50,6 millions de dollars en 2009 (voir MD&A pour des détails).

PRIMES ACQUISES, COMMISSIONS ET REVENUS DES PLACEMENTS* (EN MILLIONS DE DOLLARS)



L'exercice 10 en chiffres

PAYS MEMBRES

Au cours de l'exercice 10, la MIGA a accueilli un nouveau membre, le Mexique, ce qui porte à 175 le nombre total de ses membres.

FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

Au cours de l'exercice 10, la MIGA a fourni une couverture pour des projets dans les domaines suivants :

	Nombre de projets soutenus	Pourcentage du total des projets soutenus (%)	Montant total des garanties émises (en millions de dollars)
Domaines prioritaires¹			
Pays touchés par un conflit	2	11	2,9
Infrastructure	4	21	178,3
Investissements Sud-Sud ^{2,3}	6	32	159,1
Pays admis à emprunter à l'IDA ⁴	6	32	342,6
Régions			
Asie et Pacifique	2	11	24,2
Europe et Asie centrale	10	52	1 084,7
Amérique latine et Caraïbes	2	11	18,1
Moyen-Orient et Afrique du Nord	0	0	0
Afrique subsaharienne	5	26	336,9
Secteurs			
Agro-industrie, industries manufacturières et services	5	26	123,7
Finances	9	47	936,8
Infrastructure	4	21	178,3
Pétrole, gaz et industries extractives	1	6	225,0
Total	19		1 463,8

¹ Certains projets portent sur plusieurs domaines prioritaires

² Investissements réalisés entre pays en développement membres de la MIGA (catégorie II)

³ Ce chiffre représente le volume total des projets impliquant un investisseur Sud-Sud. Le montant total des garanties émises en faveur d'investisseurs Sud-Sud s'est chiffré à 56,6 millions de dollars.

⁴ Pays les plus pauvres du monde

Message du Président du Groupe de la Banque mondiale



CETTE ANNÉE A ÉTÉ MARQUANTE POUR LE GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE. TANDIS QUE LE REDRESSEMENT DE L'ÉCONOMIE MONDIALE S'ACCÉLÉRAIT, LE GROUPE DE LA BANQUE A INTENSIFIÉ SES EFFORTS POUR AMORTIR L'IMPACT DE LA CRISE SUR LES PLUS DESHÉRITÉS ET A CONTINUÉ À INVESTIR DANS LE DÉVELOPPEMENT ET LA CROISSANCE À LONG TERME DE SES CLIENTS. LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT ET LES PAYS ÉMERGENTS ONT CONTRIBUÉ À LA REPRISE DE L'ÉCONOMIE MONDIALE, QUI EST DE PLUS EN PLUS TIRÉE PAR LA DEMANDE DE CES PAYS. ILS JOUENT ÉGALEMENT UN RÔLE DE PLUS EN PLUS PRÉPONDERANT DANS LA GOUVERNANCE MONDIALE À MESURE QU'ILS GAGNENT EN INFLUENCE.

Tandis que se dessine un multilatéralisme moderne à l'image de la nouvelle économie mondiale multipolaire, le Groupe de Banque évolue lui aussi.

Lors de nos Réunions de printemps, nos actionnaires ont approuvé un programme de réformes sans précédent. La Banque mondiale procédera à la première augmentation substantielle du capital depuis plus de 20 ans. Nos actionnaires ont, en outre, tenu l'engagement qu'ils avaient pris à Istanbul en octobre dernier d'accroître d'au moins 3 points de pourcentage les droits de vote des pays en développement et en transition à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) pour les porter à 47,19 % du total des voix — soit une augmentation cumulée de 4,59 % depuis 2008. La part des voix détenues par les pays en développement et en transition à la Société financière internationale (IFC) passera à 39,48 % du total, soit une augmentation de 6,07 %.

L'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA) est également en pleine mutation. Elle a entrepris de changer ses procédures et compte modifier sa Convention pour gagner en souplesse et élargir la gamme de ses services.

Le rapport annuel 2010 de la MIGA souligne la détermination inchangée de l'Agence à remplir sa mission.

Cette mission — promouvoir l'investissement étranger direct dans les pays en développement pour améliorer les conditions de vie des populations et créer de nouvelles opportunités — demeure plus importante que jamais. Durant l'exercice écoulé, malgré un climat des affaires difficile, la MIGA a recherché et soutenu les projets qui contribuent à l'accomplissement de sa mission et à sa croissance.

Durant l'exercice 10, la MIGA a émis 1,5 milliard de dollars de garanties nouvelles pour un large éventail de projets réalisés dans toutes les régions — qu'il s'agisse d'apports de liquidités bancaires en Serbie et en Lettonie ou de garanties pour de vastes projets portuaires en Turquie, en Chine et au Sénégal. L'Agence a également soutenu des investissements dans les marchés pionniers comme la Sierra Leone et l'Éthiopie. Et de même que l'année dernière, les annulations de contrat ont été moins nombreuses que de coutume.

La MIGA a par ailleurs continué à soutenir les transferts de fonds des banques vers leurs filiales en Europe et en Asie centrale qui ont souffert de la crise financière. En dehors du secteur financier, la MIGA a apporté un appui aux clients qui souhaitent assurer contre le risque politique leurs investissements dans l'énergie et l'infrastructure qui ont un impact sensible sur le développement. Les projets soutenus par la MIGA créent des emplois, fournissent de l'eau, de l'électricité et d'autres services essentiels ; renforcent les systèmes financiers ; génèrent des recettes fiscales ; permettent un transfert de compétences et de savoir-faire technologique ; et aident les pays à exploiter leurs ressources naturelles sans sacrifier l'environnement.

La MIGA s'est également implantée dans le secteur des fonds de placement privés sur les marchés émergents en accordant des garanties assorties de conditions pour les fonds qui mobilisent des capitaux privés. Au cours de l'exercice, l'Agence a signé un contrat avec un troisième fonds de placement privé. Les trois fonds financent de petits investissements en Afrique subsaharienne. Le rôle que peut jouer la MIGA pour atténuer les risques est un facteur encourageant pour ceux qui mobilisent des fonds auprès d'investisseurs préoccupés par les incertitudes politiques.



La MIGA a, une fois encore, démontré une perspicacité sans égale dans le domaine de l'assurance contre les risques politiques. Je tiens à féliciter l'Agence pour la publication de son rapport intitulé *World Investment and Political Risk* (L'investissement dans le monde et le risque politique). Ce rapport, qui vient combler un déficit d'information, souligne que le risque politique est considéré comme le principal obstacle à court et à moyen termes à l'investissement dans les pays en développement.

La direction de la MIGA continue d'accorder la priorité au changement pour améliorer tant l'efficacité de l'Agence que celle des investisseurs et des créanciers. Durant l'exercice, l'Agence a recommandé au Conseil d'administration de faire le nécessaire pour modifier sa Convention de manière à renforcer son rôle d'émetteur multilatéral de garanties contre les risques politiques sur des marchés en constante évolution.

En outre, la MIGA a resserré sa collaboration avec les autres entités du Groupe de la Banque mondiale pour utiliser au mieux les compétences, produits et services du Groupe de la Banque. Je me félicite tout particulièrement du renforcement des relations entre l'Agence et l'IFC, grâce à la création d'une division commune chargée de superviser le développement de leurs activités et de fournir un appui à la commercialisation réciproque de leurs produits et services. Cette division offrira des services renforcés et plus intégrés à nos clients du secteur privé, contribuera au développement des pays qui en ont le plus besoin et tirera parti des atouts des deux institutions.

Les mois à venir seront marqués par l'incertitude quant à la solidité de la reprise économique. Mais une chose est certaine : l'action menée par le Groupe de la Banque mondiale — œuvrant de concert avec tous ses partenaires dans son rôle de « trait d'union mondial » — contribue à une mondialisation solidaire et viable, tout en aidant ses clients à venir à bout de la pauvreté et à créer des opportunités pour leurs populations.

Je tiens à remercier les membres du personnel de la MIGA de l'ardeur au travail et du dévouement dont ils ont fait preuve cette année. Ils ont une fois encore démontré leur professionnalisme et leur détermination en allant au-devant des attentes de nos clients et en renforçant les relations qui débouchent sur des projets d'une importance vitale pour le développement. Ces accomplissements témoignent également de la direction résolue, de la sûreté de jugement et de la solide expérience de la Vice-présidente exécutive de la MIGA, Mme Izumi Kobayashi. Je tiens également à remercier les Gouverneurs, les Administrateurs et nos nombreux partenaires de l'appui qu'ils ont apporté à la MIGA.

Robert B. Zoellick
Robert B. Zoellick
Le 30 juin 2010

Faits marquants des activités du Conseil

LES PROGRAMMES ET LES ACTIVITÉS DE LA MIGA SONT GUIDÉS PAR UN CONSEIL DES GOUVERNEURS ET UN CONSEIL D'ADMINISTRATION REPRÉSENTANT LES 175 PAYS MEMBRES DE L'AGENCE. CHAQUE PAYS NOMME UN GOUVERNEUR ET UN GOUVERNEUR SUPPLÉANT. LE CONSEIL DES GOUVERNEURS EST INVESTI DE TOUS LES POUVOIRS DE LA MIGA, MAIS IL EN DÉLÈGUE LA MAJEURE PARTIE À UN CONSEIL DE 24 ADMINISTRATEURS. LE DROIT DE VOTE EST PONDÉRÉ EN FONCTION DE LA PARTICIPATION AU CAPITAL DU PAYS OU DU GROUPE DE PAYS QUE CHAQUE ADMINISTRATEUR REPRÉSENTE.

Les Administrateurs se réunissent régulièrement au siège du Groupe de la Banque mondiale, à Washington, pour examiner les projets d'investissement, prendre les décisions nécessaires à leur sujet et superviser la politique générale d'administration de l'Agence.

Les Administrateurs sont aussi membres d'au moins un des six comités permanents suivants :

- Comité d'audit
- Comité du budget
- Comité pour l'efficacité du développement
- Comité de la gouvernance et des questions administratives
- Comité d'éthique
- Comité du personnel

Ces comités aident le Conseil à s'acquitter de sa mission de supervision en procédant à des examens approfondis des politiques et procédures suivies.

Durant l'exercice 10, le Conseil d'administration de la MIGA a examiné et approuvé des garanties d'investissement pour 13 projets. Il a également approuvé le budget de l'Agence pour l'exercice 11. La MIGA a présenté des rapports financiers trimestriels et collaboré à la formulation de plusieurs stratégies d'aide-pays et de partenariat qui ont été examinées par le Conseil.

Enfin, le Conseil a examiné et approuvé les amendements recommandés à la Convention de la MIGA. Le Conseil des Gouverneurs examine actuellement ces amendements.



LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA MIGA AU 30 JUIN 2010

Debout (de gauche à droite) : Merza Hasan, Abdulrahman Almofadhi, Dante Contreras, Gino Alzetta, Alexey Kvasov, Toru Shikibu, Ambroise Fayolle, Sid Dib, Susanna Moorehead, Ruud treffers, Michael Hofmann, Toga McIntosh, Jim Hagan, Samy Watson, Pulok Chatterji, Philippe Ong Seng

Assis (de gauche à droite) : Jose Rojas, Sun Vithespongse, Giovanni Majnoni, Carolina Renteria, Ian Solomon, Anna Brandt, Shaolin Yang, Michel Mordasin

Message de la Vice-présidente exécutive de la MIGA



DANS UNE CONJONCTURE ÉCONOMIQUE MARQUÉE PAR LE MANQUE D'ENTHOUSIASME DES INVESTISSEURS ET LE REcul DES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS DIRECTS (IED), L'ANNÉE DERNIÈRE A ÉTÉ INCONTESTABLEMENT DIFFICILE POUR TOUS. NÉANMOINS, FIDÈLE À SA MISSION, LA MIGA A REDOUBLÉ D'EFFORTS POUR CONTRIBUER AU REDRESSEMENT ÉCONOMIQUE ET À LA CROISSANCE DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT EN FOURNISSANT UNE ASSURANCE POUR LES INVESTISSEMENTS QUI CRÉENT DES EMPLOIS, FOURNISSENT DES INFRASTRUCTURES DE BASE ET FOURNISSENT DES SERVICES DE PRÊT À L'ÉCONOMIE RÉELLE DANS LES RÉGIONS LES PLUS DUREMENT TOUCHÉES.

Alors que l'économie mondiale se remet lentement de quelques-unes des difficultés les plus graves rencontrées l'année dernière, l'impact réel de la crise de la dette souveraine européenne reste à apprécier. Il ne fait aucun doute que bon nombre de pays développés et émergents subissent encore les effets de la crise et s'en ressentiront pendant quelque temps. De fait, nos propres économistes sont de ceux qui prédisent que les retombées de la crise vont transformer les paramètres de l'activité financière et de la croissance au cours des dix prochaines années.

Malgré cette conjoncture difficile, la MIGA a émis 1,5 milliard de dollars de garanties en faveur de 19 projets dans les pays en développement durant cet exercice, contre 1,4 milliard de dollars pour l'exercice précédent. Sur le montant total des garanties émises, 337 millions de dollars sont allés à des projets en Afrique subsaharienne, une priorité. L'Agence a notamment fourni un appui pour la modernisation et l'expansion du port de Dakar au Sénégal. Elle a également, pour la première fois, soutenu l'investissement en Éthiopie et fourni une garantie pour deux petits projets d'investissement en Sierra Leone, comme elle l'avait fait l'année dernière.

La MIGA a continué à garantir des projets dans le cadre de son initiative pour le secteur financier, qui vise à encourager les mouvements de capitaux entre les banques et leurs filiales situées dans des pays touchés par la crise mondiale en permettant aux banques mères de restructurer leur capital et en répondant à leur besoins pressants de liquidités.

Le portefeuille de la MIGA s'est établi à 7,7 milliards de dollars pour l'exercice, soit une augmentation de 400 millions de dollars, due en partie à la réduction des annulations. Nous avons à nouveau constaté cette année que les titulaires de garanties ont été plus nombreux à maintenir leur couverture — du fait qu'il est important de gérer activement tous les types de risque dans la conjoncture actuelle.

Je suis heureuse de pouvoir annoncer que la MIGA a vu son rôle renforcé au début de l'année lorsque le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire l'a reconnue comme un « organisme multilatéral de première qualité financière », digne d'être traitée sur un pied d'égalité avec un petit groupe d'organisations multilatérales de développement. Nous espérons que cette classification — et la valeur ajoutée qu'elle confère — encouragera les investissements favorables au développement dans certains des États plus vulnérables.

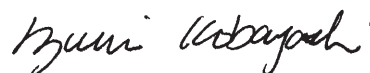
Au cours de l'exercice, la MIGA a continué de s'employer essentiellement à atteindre ses objectifs opérationnels tout en se repositionnant pour gagner encore en efficacité. À cet égard, l'Agence a recommandé à son Conseil d'administration de faire le nécessaire pour modifier sa Convention de manière à renforcer son rôle d'assureur multilatéral contre les risques politiques, sur des marchés en constante évolution. Le Conseil des Gouverneurs examine actuellement ces modifications.

La MIGA a continué à renforcer les relations existantes tout en recherchant de nouveaux partenaires pour promouvoir l'investissement dans les pays où elle est moins connue. L'Agence a également consolidé ses relations au sein du Groupe de la Banque mondiale. Afin d'élargir ses débouchés et de proposer des services plus efficaces et plus intégrés aux clients du Groupe de la Banque mondiale dans le secteur privé, la MIGA a renforcé le développement commun de ses opérations avec l'IFC pour des activités de commercialisation réciproque avec la Société. Enfin, l'Agence a mis au point un plan d'expansion de sa présence sur le terrain en Asie.

Cette année, la MIGA a également tiré parti de son rôle en tant que membre du Groupe de la Banque mondiale pour s'imposer comme une source de savoir, avec la publication d'un nouveau rapport intitulé *World Investment and Political Risk* (L'investissement dans le monde et le risque politique). Ce rapport souligne que le risque politique est l'un des principaux obstacles à l'investissement étranger direct sur les marchés émergents. Les conclusions du rapport sont examinées plus loin, avec un aperçu du prochain rapport qui portera sur les investissements transfrontaliers dans les pays touchés par un conflit et les États fragiles. Nous espérons que cette publication annuelle sera une ressource utile pour les investisseurs — consolidant le rôle de « maître à penser » de la MIGA sur les questions pressantes liées au risque politique.

Je sais que nous n'aurions pas pu en faire autant sans le professionnalisme et l'engagement des membres de notre personnel. Je tiens à dire combien j'apprécie leur talent et leur dévouement. Pour continuer d'attirer des individus compétents dans des domaines divers, nous avons lancé cette année un programme de recrutement de jeunes professionnels de pays en développement qui travailleront parmi nous pendant une période de deux ans. Nous sommes certains qu'ils feront une précieuse contribution.

Pour conclure, j'aborde l'année à venir en sachant que la MIGA peut compter sur l'appui des membres de son personnel, de ses actionnaires et de ses nombreux partenaires pour accomplir sa mission — faciliter les investissements qui améliorent les conditions de vie des populations.



Izumi Kobayashi
Le 30 juin, 2010

L'équipe de direction de la MIGA

(De gauche à droite et de haut en bas)

IZUMI KOBAYASHI

Vice-Présidente exécutive

JAMES P. BOND

Directeur général

EDITH P. QUINTRELL

Directrice, Opérations

KEVIN W. LU

Directeur financier

ARADHANA KUMAR-CAPOOR

Directeur par intérim et Conseiller juridique, Affaires juridiques
et indemnisations

FRANK J. LYSY

Économiste en chef et Directeur, Économie et politique générale

CHRISTINE I. WALLICH

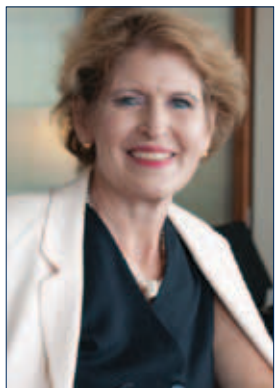
Directrice, Groupe indépendant d'évaluation (IEG) de la MIGA

MARCUS S. D. WILLIAMS

Conseiller, Stratégie et opérations

CARLOS BRAGA

Vice-président par intérim et Secrétaire



L'impact de la MIGA sur le développement



À L'AUBE D'UNE NOUVELLE DÉCENNIE, L'ÉCONOMIE MONDIALE SEMBLE AVOIR SURMONTÉ DANS L'ENSEMBLE LES TURBULENCES DE LA CRISE FINANCIÈRE ET ÉCONOMIQUE ET ÊTRE PRÊTE À SORTIR DES ÉPREUVES ET DU CLIMAT D'INCERTITUDE QUI ONT DOMINÉ L'ANNÉE DERNIÈRE. LA CRISE A ÉTÉ PROFONDE ET DOULOUREUSE, FAISANT RESSORTIR PLUS CLAIREMENT QUE JAMAIS LES BESOINS DE DÉVELOPPEMENT. C'EST POURQUOI LA MISSION DE LA MIGA, QUI EST DE PROMOUVOIR L'INVESTISSEMENT ÉTRANGER DIRECT (IED) DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT POUR FAVORISER LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE, RÉDUIRE LA PAUVRETÉ ET AMÉLIORER LES CONDITIONS DE VIE DES POPULATIONS, EST PLUS IMPORTANTE QUE JAMAIS.



Si bon nombre de pays donnent des signes de reprise après la récession mondiale, les résultats ont été variables dans les pays en développement. La gravité de la récession en Europe et en Asie centrale contraste vivement avec le maintien d'une croissance relativement vigoureuse dans la région Asie de l'Est et Pacifique. L'Asie du Sud, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord ont échappé aux pires effets de la crise, et l'Afrique subsaharienne s'en est mieux sortie qu'on ne s'y attendait. Grâce à des fondamentaux plus solides, la région Amérique latine et Caraïbes a également bien résisté à la crise. Cependant, les tremblements de terre qui ont dévasté coup sur coup Haïti et le Chili ne manqueront pas d'avoir d'énormes coûts économiques pour ces pays, et la MIGA reste prête à soutenir les efforts de reconstruction déployés au niveau multilatéral et par le secteur privé.

Les économistes de la Banque mondiale prédisent que les retombées de la crise financière vont transformer les paramètres de l'activité financière et de la croissance au cours des dix prochaines années. Malgré le retour à une croissance positive, ajoutent-ils, il faudra attendre des années avant que les économies ne recouvrent les pertes encourues ; et on ne sait pas encore au juste quel sera l'impact de la crise de la dette souveraine européenne. En outre, au cours des dix prochaines années, il sera probablement plus

difficile et plus coûteux d'attirer des capitaux dans les pays en développement, compte tenu de l'aversion plus marquée pour le risque, d'une attitude plus prudente en matière de réglementation bancaire et de la nécessité d'enrayer la tendance à accorder des prêts à haut risque, comme c'était le cas durant la période d'expansion qui a précédé la crise.

QU'EST-CE QUE CELA SIGNIFIE POUR L'IED ?

Si tous les types de financement seront probablement affectés, l'IED devrait être moins limité que les apports de portefeuille. Il n'empêche que les apports d'IED devraient diminuer et se maintenir à moyen terme dans une fourchette de 2 à 2,5 % du PIB des pays en développement, après avoir atteint un niveau record de 3,7 % en 2007. Un tel recul pourrait avoir des conséquences graves, l'IED représentant jusqu'à 20 % du montant total des investissements en Afrique subsaharienne, en Europe, en Asie centrale et en Amérique latine.

C'est dans ce contexte que la MIGA a publié les résultats d'une enquête effectuée auprès des investisseurs internationaux sur l'IED et les problèmes liés au risque, dans un rapport intitulé *World Investment and Political Risk 2009* (L'investissement dans le monde et le risque politique, édition 2009). Ce rapport fait

état d'un retour à la hausse des flux d'IED après la crise économique et d'un intérêt grandissant pour les possibilités d'investissement dans les pays en développement. Il note que les apports d'IED dans ces pays, qui ont atteint un pic de 580 milliards de dollars en 2008, ont mieux résisté à la crise que les autres apports de capitaux privés. Il souligne également que, malgré la tendance à la hausse du degré de tolérance à l'égard du risque observée avant la crise financière, le risque politique demeure l'un des principaux obstacles à l'IED sur les marchés émergents.

QU'EST-CE QUE CELA SIGNIFIE POUR LA MIGA ?

L'exercice écoulé a été une période de recentrage et de consolidation, l'accent étant mis sur l'aide à la reprise économique et le retour à un portefeuille plus diversifié, ce qui a offert une occasion de chercher des moyens plus efficaces de fournir une assistance aux investisseurs des pays en développement qui souhaitent investir au-delà de leurs frontières. La MIGA a également collaboré avec les gouvernements pour promouvoir ces investissements extérieurs.

L'Agence continue à fournir une panoplie d'outils et de solutions pour servir l'objectif d'une mondialisation solidaire et viable, dans le droit fil de ses priorités qui sont de mobiliser l'investissement dans les pays les plus pauvres du monde et ceux touchés par un conflit, de faciliter les projets d'infrastructure complexes et d'encourager les investissements Sud-Sud (entre pays en développement). Les projets bénéficiant d'une garantie de la MIGA ont un impact direct sur le développement. Ils créent des emplois, fournissent des infrastructures, renforcent les systèmes financiers, génèrent des recettes fiscales, permettent un transfert de compétences et de savoir-faire technologique, et aident les pays à exploiter leurs ressources naturelles sans sacrifier l'environnement.

Durant l'exercice écoulé, la MIGA a continué d'apporter son concours pour des projets réalisés dans le cadre de son initiative pour le secteur financier, qui vise à encourager les mouvements de capitaux entre les banques et leurs filiales situées dans des pays touchés par la crise mondiale en

*« Nous continuons à
fournir une panoplie
d'outils et de solutions
pour servir l'objectif
d'une mondialisation
solidaire et viable ... »*

permettant aux banques mères de restructurer leur capital et en répondant à leur besoins pressants de liquidités. Des banques ont ainsi reçu une assistance en Serbie, en Croatie, au Kazakhstan et en Lettonie, au titre de projets qui s'inscrivaient dans le cadre des mesures de riposte à la crise et de redressement mises en place par le Groupe de la Banque mondiale en 2009, en collaboration avec d'autres institutions financières internationales. Dans le cadre de cette initiative, la MIGA a émis 1,5 milliard de dollars de garanties pour soutenir les systèmes bancaires et les prêts à l'économie réelle en Europe et en Asie centrale — en aidant les banques de ces pays à améliorer leur gestion actif-passif, à reconduire l'encours de leur dette et à soutenir les prêts aux petites et moyennes entreprises (PME) à une époque où il leur est difficile d'obtenir des capitaux pour financer leur expansion.

En dehors du secteur financier, la MIGA constate un regain d'intérêt de la part des investisseurs qui veulent assurer leurs investissements dans les secteurs de l'énergie et de l'infrastructure. Le manque d'électricité demeure un problème extrêmement préoccupant dans les pays en développement et les besoins en routes, moyens de transport et installations portuaires restent très élevés dans ces pays. De fait, de nouveaux projets sont en préparation dans un certain nombre de secteurs, signe d'un début de retour à la normale dans les entreprises.

SOUTENIR LES INVESTISSEMENTS DANS L'INFRASTRUCTURE AFRICAINE

Le terminal à conteneurs de Doraleh, à Djibouti, illustre parfaitement l'impact que peuvent avoir les projets complexes ou de grande envergure soutenus par la MIGA. En décembre 2007, l'Agence a émis 427 millions de dollars de garanties pour la construction du terminal. Adaptée de manière à tenir compte des principaux risques pris par les financiers du projet tout en respectant les principes rigoureux qui régissent la finance islamique, cette garantie est devenue la première jamais accordée par la MIGA dans une structure de financement islamique. À peine un an plus tard, le nouveau terminal ultramoderne, qui est exploité par DP World of Dubai, donnait déjà des résultats impressionnants. Le projet, qui se situe dans l'un des pays les plus pauvres du monde, sert de référence technique et de modèle d'efficacité pour les autres opérations portuaires et constitue le pilier de l'économie nationale. Grâce à lui, Djibouti est en passe de devenir l'un des principaux points d'accès des pays membres du marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe.

Au cours de l'exercice, la MIGA a soutenu un autre grand projet portuaire — à l'autre bout du continent, au Sénégal. Ce projet vise à moderniser le matériel et les systèmes d'exploitation des zones 1, 2 et 3 du terminal à conteneurs du port de Dakar. Ces aménagements devraient permettre au Sénégal de mieux tirer parti de son emplacement stratégique en Afrique de l'ouest, de réduire les coûts d'expédition et d'améliorer l'accès des pays de la région sans littoral aux services d'expédition, en particulier le Mali. Le volume des transbordements de conteneurs en provenance et à destination du Mali effectués dans le port de Dakar devrait quadrupler au cours des trois prochaines années.

La MIGA s'emploie également à atténuer les effets préjudiciables du changement climatique en soutenant les investissements dans l'infrastructure « verte ». Si l'Agence est parfaitement consciente du fait que l'investissement dans les énergies renouvelables en Afrique se heurte à des obstacles importants, elle sait aussi que les possibilités sont à la hauteur des défis à relever. Il existe un énorme potentiel éolien, solaire, hydroélectrique et géothermique en Afrique subsaharienne, où seulement 24 % de la population a accès à l'électricité. Le Kenya montre la voie à suivre en exploitant le vaste potentiel géothermique de la Vallée du Rift. La MIGA a soutenu les efforts déployés par Ormat Technologies pour produire de l'électricité dans le cadre du premier projet géothermique financé et géré par des intérêts privés en Afrique (encadré 1).

Si la production d'électricité pose un défi de taille en Afrique subsaharienne, les problèmes de distribution sont tout aussi complexes. En Ouganda, la MIGA prête son concours à Umeme Ltd., qui a reçu en 2005 une concession de 20 ans pour distribuer l'électricité, devenant la première société privée de distribution d'électricité en Afrique subsaharienne. Lorsque Umeme a lancé ses opérations, l'infrastructure de transport et de distribution était en piteux état. Son taux de recouvrement des factures n'excédait pas 75 %, ce qui est très inférieur aux niveaux soutenables. En outre, la société nationale de distribution, Uganda Electricity Distribution Company Limited, avait des difficultés financières qui l'obligeaient à utiliser des méthodes dangereuses pour assurer la continuité du service — comme la mise à nu des fils conducteurs pour réparer les lignes. Depuis l'octroi de la concession, Umeme a investi 85 millions de dollars pour améliorer le réseau et le service à la clientèle (encadré 1).

PAYS TOUCHÉS PAR UN CONFLIT ET ÉTATS FRAGILES

Selon la Banque mondiale, un milliard de personnes vivent dans la misère dans les pays touchés par un conflit et les États fragiles, alors même que ces pays accusent un retard

de croissance et de développement. Les experts estiment à 100 milliards de dollars le coût annuel total des conflits dans le monde. C'est dans les pays touchés par un conflit et les États fragiles que les risques politiques pèsent le plus lourdement sur l'IED. Il est essentiel de gérer ces risques pour encourager les investissements étrangers alors même qu'ils sont nécessaires pour assurer la stabilité et réduire le risque d'une reprise du conflit dans ces pays. Mais face à un degré de risque et d'incertitude élevé, il est particulièrement difficile de prendre des mesures et les possibilités d'assurance contre les risques politiques (PRI) sont limitées. L'édition 2010 du rapport *World Investment and Political Risk* de la MIGA portera sur cette question, qui est examinée plus loin.

La MIGA a continué à jouer un rôle important dans les pays touchés par un conflit. Par exemple, depuis 2007, elle a émis plus de 78 millions de dollars de garanties pour des investissements en Afghanistan. Le projet afghan GreenMachine, qui a permis de mettre au point un appareil portable de fabrication de briques, a eu un énorme impact sur le secteur de la construction individuelle. Et dans le secteur des télécommunications, un projet de téléphonie mobile soutenu par la MIGA a offert un moyen de communication à tous ceux qui en étaient privés dans le pays.

La Sierra Leone, un pays qui a connu plus de dix ans de guerre civile, affiche aujourd'hui des progrès spectaculaires et attire une vive attention de la part des investisseurs. La MIGA a émis des garanties pour cinq projets dans ce pays, dans le cadre de son programme d'appui aux petits investissements, et a signé deux contrats avec des fonds de placement privés qui prévoient de financer plusieurs petits investissements en Sierra Leone (encadré 2). L'Agence soutient également un projet qui alimente le marché local en glace pilée et glaçons, une ressource essentielle pour l'industrie florissante de la pêche.

Par ailleurs, la MIGA a fourni une garantie pour un projet de modernisation et d'expansion de la Sierra Fishing Company. Cette entreprise était le premier employeur du secteur privé



Relever les défis que posent la production et la distribution d'électricité en Afrique subsaharienne

Le Kenya et l'Ouganda, deux pays d'Afrique de l'Est, ont affiché une croissance dynamique et les entreprises bourdonnent d'activité. Mais, comme la plupart des autres pays d'Afrique subsaharienne, ils connaissent des pénuries chroniques d'électricité : même dans les grandes villes de Nairobi et Kampala, les pannes de courant quotidiennes sont la règle plutôt que l'exception. Les entreprises et les particuliers qui en ont les moyens utilisent des groupes électrogènes au diesel coûteux et polluants pour éviter d'être plongés dans l'obscurité. Une faible capacité de production d'électricité, des réseaux de distribution insuffisants et des méthodes d'exploitation inefficaces portent le prix de l'électricité à un niveau inabordable pour la plupart — ce qui crée un cercle vicieux d'escalade des coûts et des pertes pouvant aller jusqu'à faire des morts et des blessés, vu le grand nombre de raccordements illégaux et dangereux.

Selon les estimations de la Banque mondiale, l'Afrique subsaharienne doit accroître sa capacité de production d'électricité de 7 000 mégawatts par an, alors que le volume total cumulé financé par le secteur privé au cours de la dernière décennie se chiffre à 3 000 mégawatts. Le réseau de distribution d'électricité demande à lui seul un gros investissement, mais l'échelle du continent est un problème en soi. Les sources locales d'énergie renouvelable sont souvent éloignées des centres de consommation, ce qui nécessite un lourd investissement dans l'infrastructure de transport et de distribution.

Sans mobiliser à la fois l'investissement public et l'investissement privé, il ne sera pas possible de faire face aux énormes besoins d'infrastructure énergétique de la région. Non seulement le secteur privé peut apporter une partie des capitaux si nécessaires, mais aussi et surtout, il fournit les compétences techniques et de gestion voulues. La MIGA, pour sa part, peut inspirer aux investisseurs la confiance dont ils ont besoin pour se lancer sur le territoire inexploité de l'investissement privé. Au Kenya, la MIGA a prêté son concours à un investisseur qui aide le pays

à exploiter son potentiel géothermique. En Ouganda, elle fournit un appui à la première grande compagnie privée de distribution d'électricité du continent.

EXPLOITER LES SOURCES D'ÉNERGIE RENOUVELABLES

Les geysers enfouis dans les profondeurs de la vallée du Rift, au Kenya, offrent une source d'énergie propre, renouvelable et bon marché. En dépit de l'importante mise de fonds nécessaire pour construire une centrale géothermique et forer les puits qui permettent de capter la vapeur, ce type de centrale n'émet pas de dioxyde de carbone et est à l'abri des fluctuations des cours des matières premières, de la sécheresse et des goulets d'étranglement dans l'infrastructure de transport.

En 1998, le Gouvernement kenyan a passé un marché avec Ormat Technologies, un producteur d'électricité indépendant, pour construire une centrale géothermique sur le site d'Olkaria, dans la Vallée du Rift. La compagnie nationale d'électricité, KenGen, exploitait déjà deux centrales, mais Ormat était le premier opérateur privé à se risquer sur ce marché. Le projet portait sur la conception, la construction, la gestion et l'exploitation d'une centrale de base géothermique, suivant le modèle construction-exploitation-propriété. La centrale Olkaria III, d'une capacité initiale de 8 mégawatts, est entrée en service en 2000 — devenant la première centrale géothermique financée et exploitée par une entité privée en Afrique. La MIGA a émis une garantie de 37,5 millions de dollars pour la prise de participation d'Ormat dans cette première phase, qui comprenait également une évaluation des possibilités d'expansion. Lorsque le gouvernement a demandé à Ormat de porter la capacité de production de la centrale à 48 mégawatts, la Société s'est à nouveau tournée vers MIGA pour obtenir une garantie contre les risques politiques.

Bien que la MIGA ait signé un contrat de garantie avec l'investisseur en 2007, aucun bailleur de fonds n'était disposé à participer à l'opération en raison des risques perçus. Mais Ormat est allé de l'avant, investissant près de 150 millions de dollars de fonds propres dans les travaux de construction et de forage. La centrale est entrée en service à la date prévue, en décembre 2008, et en mars 2009 Ormat a pu obtenir un prêt sur dix ans pour financer le projet. Cette prouesse technique et financière a apporté sa propre récompense, lorsque la revue *Project Finance* d'Euromoney a attribué le prix « African Renewables Deal of the Year 2009 » au projet.

La centrale OrPower 4 fonctionne bien et peut fournir jusqu'à 55 mégawatts d'électricité au réseau sans polluer ni consommer de combustible. La centrale est entièrement gérée et exploitée par du personnel recruté localement, qui reçoit une formation en cours d'emploi et un salaire compétitif. L'entreprise finance également divers programmes de proximité axés notamment sur l'éducation des filles.



APPORTER L'ÉLECTRICITÉ AUX POPULATIONS

L'Ouganda avait beaucoup de difficultés à répondre à sa demande d'électricité. Au terme de consultations approfondies, et avec le concours de la Banque mondiale, le gouvernement a lancé un vaste programme de restructuration du secteur en 2002. Le Conseil de l'électricité de l'Ouganda (Uganda Electricity Board) a été divisé en plusieurs entreprises chargées d'assurer la production, le transport et la distribution d'électricité, sous la supervision d'un organe de contrôle créé à cet effet.

En mars 2005, Umeme Limited a reçu une concession de 20 ans pour la distribution d'électricité, devenant le premier gros distributeur privé d'électricité en Afrique subsaharienne. La même année, la MIGA a émis une garantie de 40,5 millions de dollars au profit d'Umeme Ltd. (le contrat a été amendé durant l'exercice 07) et la compagnie s'est attelée à l'énorme tâche de modernisation de l'infrastructure et d'amélioration du service.

Cinq ans après son lancement, le projet avait bien avancé en dépit de nombreux obstacles. Bien qu'elle ait investi près de 85 millions de dollars dans de nouveaux équipements, Umeme s'est débattue avec des problèmes d'alimentation du réseau causés par la sécheresse, la violence politique au Kenya qui a retardé la mise en place des nouveaux équipements, à quoi s'ajoutent les vols et les actes de vandalisme qui continuent d'affliger le secteur dans l'ensemble de l'Afrique saharienne — tout en essayant de répondre aux attentes d'un gouvernement soucieux de transformer rapidement le secteur. Pendant toute la durée de l'exécution du projet, la MIGA et la Banque mondiale se sont employées à aider Umeme et les pouvoirs publics à assurer le bon déroulement des opérations afin d'atteindre leur objectif commun, qui est d'alimenter les consommateurs en électricité de manière fiable, à un coût abordable et dans de bonnes conditions de sécurité. L'IFC a aussi accordé un financement de 25 millions de dollars en 2009 en faveur du projet qui bénéficie ainsi du plein appui du Groupe de la Banque mondiale.

L'une des améliorations apportées par Umeme est l'installation d'un système de surveillance et d'acquisition de données (SCADA)



de 5 millions de dollars qui assure le contrôle intégral des opérations du réseau de distribution d'électricité. Ce système remplace le tableau de bord en papier utilisé pour recenser les pannes de courant et les demandes de dépannage des usagers. Umeme a également mis en place un système de comptage collectif pour les petites entreprises et les grandes institutions telles que l'armée, la police et les établissements d'enseignement supérieur. Le nouveau système a rendu l'électricité meilleur marché tout en améliorant le service : selon les estimations, l'université de Makerere économiserait à elle seule près de 100 millions de shillings ougandais (environ 45 000 dollars) par mois. Umeme a aussi lancé une vaste campagne de sécurité pour sensibiliser le public aux dangers de l'électricité et aider à réduire les pertes causées par les raccordements illégaux et le vandalisme.

Le déficit d'alimentation du réseau devrait être en partie comblé par la mise en service du barrage hydroélectrique de Bujagali en 2011. D'une capacité de 250 mégawatts, le barrage réduira également la dépendance à l'égard des importations de pétrole. Le programme de financement mis en place par le Groupe de la Banque mondiale pour Bujagali comprend une garantie de la MIGA contre les risques de rupture de contrat (115 millions de dollars), une garantie partielle de risque de l'IDA (à hauteur de 115 millions de dollars) et un financement de l'IFC (130 millions de dollars).



avant le conflit, mais ses actifs ont été détruits. En plus d'être le premier employeur du pays, l'industrie de la pêche est la principale source de protéines des Sierra-léonais et un important facteur de stabilité économique. Les entreprises de ce secteur s'emploient actuellement à s'aligner sur les normes européennes d'exportation et la MIGA collabore avec les autres institutions de la Banque mondiale pour aider la Sierra Fishing Company à satisfaire aux normes en matière d'environnement, de santé et de sécurité.

Enfin, la MIGA étudie la possibilité de créer un fonds d'affectation spéciale à l'assurance contre les risques politiques dans les pays sortant d'un conflit afin de stimuler l'investissement dans ces pays. Selon ses estimations, la constitution d'une réserve de 100 millions de dollars pour couvrir les pertes éventuelles permettrait de financer quelque 500 millions d'investissements dans les pays particulièrement mal desservis. Le fonds pourrait aider à financer les efforts de reconstruction dans un certain nombre de pays sortant d'un conflit. La MIGA examine ce projet avec ses pays donateurs et espère être en mesure de le mettre en œuvre dès l'exercice 11.

DÉMULTIPLIER L'IMPACT SUR LE DÉVELOPPEMENT PAR LE BIAIS DE PARTENARIATS

La MIGA a continué de renforcer ses relations existantes tout en recherchant de nouveaux partenaires pour promouvoir les investissements extérieurs. Lors des Assemblées annuelles de 2009 de la Banque mondiale, à Istanbul, l'Agence a signé un mémorandum d'accord avec la Japan Bank for International Cooperation (JBIC), l'entité internationale de la Japan Finance Corporation. Cet accord facilite la coopération entre la MIGA et la JBIC pour promouvoir la participation du secteur privé au renforcement des infrastructures dans les pays en développement. Il aide également à mobiliser des capitaux privés et assure la coopération pour les projets auxquels participent la MIGA et la JBIC. Ce partenariat permettra aux deux institutions de travailler en étroite collaboration dans le domaine des risques politiques (ou non commerciaux) dans les pays en développement et de stimuler le dialogue conjoint avec ces pays sur les questions qui les intéressent, ainsi que la coopération en matière de demandes d'indemnisation.

La MIGA a également signé un mémorandum d'accord avec la Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE) afin de promouvoir davantage l'IED dans les pays d'Amérique centrale en offrant des garanties conjointes contre les risques non commerciaux pour les projets réalisés dans différents secteurs, principalement dans le cadre de mécanismes de coassurance. Cette initiative permet aux deux institutions de procéder à des échanges d'information et de savoir-faire et de collaborer à des projets importants, dans l'intérêt des investisseurs comme des pays hôtes. Par ailleurs, la MIGA a signé en mars un mémorandum d'accord avec Eximbank Corée pour promouvoir les investissements privés dans les pays en développement et les investissements coréens à l'étranger. Au début de l'exercice, l'Agence a également signé un accord de réassurance avec Nippon Export and Investment Insurance (NEXI).

Afin de continuer à soutenir l'initiative pour le monde arabe lancée par le Groupe de la Banque mondiale, la MIGA a développé les possibilités d'intervention dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord. En partenariat avec le Dubai

« Notre participation aux opérations de financement transfrontières devrait renforcer la confiance des investisseurs... Les services d'assurance contre les risques politiques fournis par la MIGA pourraient améliorer l'accès des entreprises publiques et privées de la région à des financements. »

International Financial Centre (DIFC), l'Agence a lancé le programme commun MIGA-DIFC d'assurance contre les risques politiques dans le monde arabe. Ce programme encourage les investissements étrangers directs dans les entreprises et les projets situés dans des pays arabes en procurant aux investisseurs un moyen de réduire les risques non commerciaux. La participation de la MIGA aux opérations de financement transfrontières devrait renforcer la confiance des investisseurs. Les entreprises publiques et privées de la région pourraient avoir plus facilement accès à des financements grâce aux services d'assurance contre les risques politiques fournis par la MIGA dans le cadre de cette initiative. Le programme tirera parti, d'une part, de la familiarité du DIFC avec les marchés régionaux et leurs acteurs, et d'autre part, de l'expérience acquise par la MIGA en collaborant étroitement avec les clients sur les marchés émergents à travers le monde pour les aider à monter des opérations financières transfrontières d'un bon rapport coût-efficacité.

La MIGA a également consolidé ses relations au sein du Groupe de la Banque mondiale. Elle a renforcé encore le développement commun de ses opérations avec l'IFC ainsi que ses activités de commercialisation réciproque afin d'élargir ses propres débouchés et de proposer des services globalement plus efficaces et mieux intégrés à ses clients du secteur privé. En outre, l'Agence travaillera en étroite collaboration avec l'IFC en Asie pour prospecter de nouveaux clients grâce à une présence accrue. Elle a nommé un directeur et un souscripteur dans la RAS de Hong Kong (Chine) et un souscripteur à Singapour, qui développeront les services de l'Agence sur ces marchés.

La couverture de la MIGA aide les entreprises à attirer des fonds de capital-investissement

DURANT L'EXERCICE 09, LA MIGA S'ETAIT ENGAGÉE DANS UNE VOIE NOUVELLE EN SIGNANT UN CONTRAT-CADRE DE GARANTIE AVEC L'AFRICAN DEVELOPMENT CORPORATION (ADC), UNE SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE L'ENTREPRISE QUI MOBILISE DES CAPITAUX PRIVÉS POUR INVESTIR DANS LES SECTEURS BANCAIRE ET FINANCIER, DES SERVICES ET DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE. CETTE ANNÉE, LA MIGA A SIGNÉ TROIS NOUVEAUX CONTRATS-CADRES AVEC SIERRA INVESTMENT FUND LLC, MANOCAP SOROS FUND LLC ET CHAYTON ATLAS LLP.

L'appui de la MIGA aide ces fonds à attirer les rares capitaux disponibles pour les investissements sur les marchés émergents ou pionniers. Les conditions macroéconomiques de certains marchés peuvent faire hésiter les investisseurs qui adoptent une approche globale du marché, en raison de l'instabilité du régime politique, de troubles civils ou de la fragilité du cadre réglementaire. Ces risques, qui sont très difficiles à couvrir par les assurances privées, posent un problème particulier aux fonds de placement privés sur les marchés émergents.

Un contrat-cadre de garantie réserve une partie de la capacité d'assurance de la MIGA et fournit une commission de garantie aux commandités d'un fonds de placement privé pendant une période déterminée (deux à trois ans). Les gérants de fonds peuvent utiliser ce type de contrat pour démarcher les investisseurs institutionnels attirés par le profil 'haut risque

commercial-haut rendement' des investissements en Afrique subsaharienne. La MIGA émet une garantie pour chaque investissement sous-jacent dans le cadre de sa procédure de souscription habituelle et fournit une garantie contre les risques politiques. Les investissements sous-jacents doivent satisfaire aux critères de la MIGA ainsi qu'à ses politiques environnementale, sociale et anti-corruption.

Sierra Leone Investment Fund LLC et ManoCap Soros Fund LLC (Maurice) lèvent des capitaux susceptibles d'être investis dans un certain nombre de petites entreprises en Sierra Leone. Le contrat de garantie signé avec la MIGA réserve de quoi fournir à ces deux fonds une couverture contre les risques politiques pour un maximum de 12 projets d'investissement, à hauteur d'un montant total de 16,2 millions de dollars. Essentiellement axés sur l'agro-industrie et les services connexes, ces investissements aideront à renforcer le secteur agricole du pays, qui emploie 67 % de la population sierra-léonaise — pour la plupart des paysans sans emploi durable qui pratiquent une agriculture de subsistance. Cette année, la MIGA a assuré deux projets dans le cadre du contrat-cadre de garantie — Dragon Transport Ltd. et Splash Mobile Money Ltd.

Aux termes d'un contrat signé avec la MIGA, Chayton Atlas Investments bénéficiera d'une couverture contre les risques politiques pour ses investissements admissibles en Zambie et au Botswana. Le premier investissement prévu, d'un montant de dix millions de dollars, financera l'acquisition d'une exploitation agricole en Zambie et le développement des cultures irriguées. Chayton Atlas compte également investir 40 millions de dollars, sous la forme d'une prise de participation, dans la modernisation et le développement de la production primaire et d'autres agro-industries dans la région, ce qui portera le montant total de ses investissements à 50 millions de dollars.



PAYS MEMBRES DE LA MIGA – 175

Pays industrialisés – 25

Allemagne • Australie • Autriche • Belgique • Canada • Danemark • Espagne • États-Unis • Finlande • France • Grèce • Islande • Irlande • Italie • Japon • Luxembourg • Norvège • Nouvelle-Zélande • Pays-Bas • Portugal • République tchèque • Royaume-Uni • Slovaquie • Suède • Suisse

Pays en développement – 150

ASIE ET PACIFIQUE

Afghanistan • Bangladesh • Cambodge • Chine • Corée (République de) • Fidji • Îles Salomon • Inde • Indonésie • Malaisie • Maldives • Micronésie (États fédérés de) • Mongolie • Népal • Pakistan • Palaos • Papouasie-Nouvelle-Guinée • Philippines • République démocratique populaire lao • Samoa • Singapour • Sri Lanka • Thaïlande • Timor-Leste • Vanuatu • Viet Nam

EUROPE ET ASIE CENTRALE

Albanie • Arménie • Azerbaïdjan • Bélarus • Bosnie-Herzégovine • Bulgarie • Chypre • Croatie • Estonie • Fédération de Russie • Géorgie • Hongrie • Kazakhstan • Kosovo (République du) • Lettonie • Lituanie • Macédoine (Ex-République yougoslave de) • Malte • Moldova • Monténégro • Ouzbékistan • Pologne • République kirghize • République slovaque • Tadjikistan • Roumanie • Serbie • Turkménistan • Turquie • Ukraine •

AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

Antigua-et-Barbuda • Argentine • Bahamas • Barbade • Belize • Bolivie • Brésil • Chili • Colombie • Costa Rica • Dominique • El Salvador • Équateur • Grenade • Guatemala • Guyane • Haïti • Honduras • Jamaïque • Mexique • Nicaragua • Panama • Paraguay • Pérou • République dominicaine • Sainte-Lucie • Saint-Kitts-et-Nevis • Saint-Vincent-et-les Grenadines • Suriname • Trinité-et-Tobago • Uruguay • Venezuela (République bolivarienne du)

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

Algérie • Arabie saoudite • Bahrain • Djibouti • Égypte (République arabe d') • Émirats arabes unis • Yémen (République du) • Iran (République islamique d') • Iraq • Israël • Jordanie • Koweït • Liban • Libye • Maroc • Oman • Qatar • République arabe syrienne • Tunisie

AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Afrique du Sud • Angola • Bénin • Botswana • Burkina Faso • Burundi • Cameroun • Cap-Vert • Congo (République démocratique du) • Congo (République du) • Côte d'Ivoire • Érythrée • Éthiopie • Gabon • Gambie • Ghana • Guinée • Guinée équatoriale • Guinée-Bissau • Kenya • Lesotho • Libéria • Madagascar • Malawi • Mali • Maurice • Mauritanie • Mozambique • Namibie • Nigéria • Ouganda • République centrafricaine • Rwanda • Sénégal • Seychelles • Sierra Leone • Soudan • Swaziland • Tanzanie • Tchad • Togo • Zambie • Zimbabwe

Pays en voie de satisfaire aux conditions d'adhésion – Pays en développement – 2

Niger et São-Tomé-et-Principe

CONTACTS

Membres de la Direction

Izumi Kobayashi, Vice-présidente exécutive	
James P. Bond, Directeur général	jbond@worldbank.org
Edith P. Quintrell, Directrice, Opérations	equintrell@worldbank.org
Kevin W. Lu, Directeur financier	klu@worldbank.org
Aradhana Kumar-Capoor, Directeur par intérim et Conseiller juridique, Affaires juridiques et indemnités	akumarcapoor@worldbank.org
Frank J. Lysy, Économiste en chef et Directeur, Économie et politique générale	flysy@worldbank.org
Marcus S. D. Williams, Conseiller, Stratégie et opérations	mwilliams5@worldbank.org

Garanties

Nabil Fawaz, Agro-industrie, industries manufacturières et services	nfawaz@worldbank.org
Olivier J. Lambert, Secteur financier et télécommunications	olambert@worldbank.org
Margaret Walsh, Infrastructure	mwalsh@worldbank.org
Antonio Barbalho, Pétrole, gaz, industries extractives, produits chimiques et énergie	abarbalho@worldbank.org

Réassurance

Marc Roex	mroex@worldbank.org
-----------	--

Demandes d'information

Michael Durr	migainquiry@worldbank.org
--------------	--

Questions des médias

Mallory Saleson	msaleson@worldbank.org
-----------------	--

CRÉDITS PHOTOS

Dominic Sansoni, Banque mondiale ; Chayton Capital LLP ; Scott Wallace, Banque mondiale
Suzanne Pelland, MIGA
Simone McCourtie, Groupe de la Banque mondiale
Deborah Campos, Frank Vincent, Groupe de la Banque mondiale
Deborah Campos, Groupe de la Banque mondiale
Suzanne Pelland, MIGA ; Deborah Campos, Groupe de la Banque mondiale
DP World ; IHFD, LLC ; Jill Crowther, MIGA
Celebi Holding
Rebecca post, MIGA ; Ormat Technologies
Jill Crowther, MIGA ; Chayton Capital LLP ; Arne Hoel, Groupe de la Banque mondiale
Chayton Capital LLP ; Newmont Mining Corporation, Wenhe Zhang, MIGA
Suzanne Pelland, MIGA

WWW.MIGA.ORG

World Bank Group

Multilateral Investment Guarantee agency
1818 H Street, NW
Washington, DC 20433 USA

t. 202.458.2538
f. 202.522.0316